

Nicolas Sarkozy : « Brexit ou pas, il faudra refonder profondément le projet européen »

Le Monde du 17 mai 2016

Nicolas Sarkozy, président du parti Les Républicains (LR), appelle à « refonder profondément le projet européen » au moyen d'un nouveau traité, dont il expose les grandes lignes au Monde, à la veille de la matinée de travail sur l'Europe organisée par sa formation, mercredi 18 mai. Selon Frontex, moins de 2 700 réfugiés ont accosté sur les îles grecques en avril, dix fois moins que le mois précédent. L'accord de l'Europe avec la Turquie est donc un succès, non ? Non. Ne confondons pas ce qui est conjoncturel et structurel. L'effondrement de la Syrie provoque un afflux de population vers l'Europe. De plus, l'Afrique va doubler de population en trente ans. Penser que la Turquie peut durablement gérer et résoudre ces problèmes est une erreur.

L'Europe peut-elle faire confiance à un pouvoir turc, qui évolue de plus en plus vers un régime autoritaire ?

Je le conteste. La chancelière allemande Angela Merkel a-t-elle eu tort dans la crise des réfugiés ? Un des problèmes majeurs actuellement en Europe est l'absence complète de leadership. Or, il n'y en a qu'un possible : c'est le leadership franco-allemand. J'en ai douté avant d'être élu président en 2007. Je croyais qu'on pouvait avoir un leadership à cinq ou six pays. Très vite, je me suis rendu compte que cela ne fonctionnait pas, et que l'entente franco-allemande était indispensable. C'est pourquoi je ne critiquerai pas Mme Merkel et la politique allemande. Mais ce qui m'a choqué, c'est de voir Mme Merkel négociant seule avec le gouvernement turc. Où était M. Hollande ? Où est passée la voix de la France ? Quand Barack Obama vient en Europe, il rencontre la chancelière en Allemagne, après s'être arrêté au Royaume-Uni. La France a-t-elle disparu de la carte diplomatique ? Quelle humiliation ! C'est moins le leadership de Mme Merkel que l'effacement de M. Hollande, que je déplore.

Angela Merkel a-t-elle fait monter l'extrême droite avec sa politique d'accueil des réfugiés ?

On voit partout la montée de l'extrême droite en Europe. Ce n'est pas nous, Français, qui allons donner des leçons. Mais il y a une différence entre le discours et la réalité allemande. Certaines expressions de la chancelière ont pu laisser penser que l'Allemagne sous-estimait le problème, alors que, dans le même temps, le président du Conseil européen, Donald Tusk, m'indiquait que pas moins de 10 millions de personnes s'étaient mises en marche en direction de l'Europe. Mais force est de reconnaître que derrière le discours, le durcissement des règles allemandes est très fort. Ce fut pour moi un réel soulagement que de le constater.

En attendant, l'extrême droite pourrait remporter la présidentielle en Autriche, le 22 mai...

La situation en Autriche est très préoccupante. Dans ce pays dont la capitale, Vienne, fut le centre culturel de l'Europe il y a près d'un siècle, les partis de gouvernement font 11 % des voix, et l'extrême droite, 35 %. Laquelle va affronter un écologiste au second tour de la présidentielle !

Comment en est-on arrivé là ?

L'Autriche paie l'échec des grandes coalitions qu'aiment tant les élites : quand il n'y a plus ni gauche, ni droite, quand il n'y a plus de débat, vous laissez un espace immense aux extrêmes. C'est une méconnaissance complète des ressorts de la démocratie, qui nécessite un débat vif et parfois frontal. En France, cela fait 25 ans qu'on ne peut pas discuter d'immigration sans être traité de raciste, d'islam sans être traité d'islamophobe, d'Europe sans être traité d'europhobe. Ce qui se passe en Autriche pourrait arriver en France.

Vous n'excluez pas une victoire du Front national à la présidentielle ?

Je dis qu'une des raisons pour lesquelles je suis revenu dans la vie politique, c'était qu'après l'affrontement Fillon-Copé, la voix de l'opposition était atone, ce qui laissait au Front national un monopole face à la politique de François Hollande.

Au-delà de l'Autriche, vivons-nous une rupture de valeur avec l'Europe centrale, incarnée par la démocratie « illibérale » de Viktor Orbán en Hongrie ?

Je conteste votre interprétation, c'est bien pourquoi M. Orbán n'a pas été exclu du Parti populaire européen. A ma connaissance, il a toujours respecté le verdict des urnes, puisqu'il a gagné à trois reprises et été battu à une, ce qui n'est pas la marque d'une dictature.

La Commission de Venise, qui émane du Conseil de l'Europe, a émis des réserves sur la nouvelle Constitution...

On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de démocratie en Hongrie. C'est le travers des élites françaises que de vouloir donner des leçons au monde entier. Quant à la Pologne, j'ai vu les frères Kaczyński au pouvoir. Ils ont respecté les règles européennes et, quand ils ont été battus, ils sont partis. Après 50 ans de joug communiste, ces pays sont des démocraties qui fonctionnent. Ils ont aussi à faire face à un problème majeur, parce qu'étant aux frontières de l'Europe, ils subissent

une pression migratoire extrêmement forte. La faillite de Schengen pèse d'abord sur eux. Préférez-vous qu'on recrée un mur de Berlin ?

Le 23 juin, les Britanniques votent sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Que faire en cas de « Brexit » ?

Le débat sur le « Brexit » est une opportunité pour refonder l'Europe. Je regrette que François Hollande n'ait pas fait de propositions en amont. Pourquoi attendre que la vaisselle soit cassée pour la réparer ? Sur nombre de leurs critiques, les Britanniques ont raison. Le décrochage des peuples vis-à-vis de l'Europe est un sujet de préoccupation majeur pour tous les pays. Je suis totalement opposé à la sortie du Royaume-Uni de l'Europe. Le pire serait le « Brexit » et l'adhésion de la Turquie : on aurait fait le grand chelem de l'erreur ! Mais « Brexit » ou pas, il faudra, dans tous les cas de figure, refonder profondément le projet européen, et cela passera par un traité dont la France doit être à l'initiative, dès l'été 2017.

Qu'y aura-t-il de nouveau dans ce nouveau traité ?

La priorité sera de poser les bases d'un Schengen 2, car Schengen 1 est mort. Je propose que soit créé un euro-Schengen, c'est-à-dire un gouvernement de Schengen composé des ministres de l'intérieur des pays membres, avec un président stable, qui aurait autorité sur Frontex. L'immigration est un sujet qui nécessite un pilotage politique, et non pas simplement un traitement administratif. Je propose par ailleurs que la liberté de circulation des extra-communautaires ne soit plus permise dans l'Union européenne, tant que Schengen 2 ne sera pas adopté. Adhérer à Schengen 2 supposera l'adoption préalable d'une politique d'immigration commune, avec notamment une harmonisation des prestations sociales accordées aux demandeurs d'asile, pour éviter le tourisme social. Au-delà des demandeurs d'asile, tout nouvel entrant dans l'Union européenne ne pourra pas toucher une allocation sociale avant un délai de cinq ans, à l'image de ce que font les Britanniques, et projettent de faire les Allemands. Chaque pays européen devra aussi disposer de la même liste de « pays sûrs », c'est-à-dire de pays pour lesquels la demande d'asile est en principe refusée. Ce n'est qu'une fois que nous aurons atteint cette harmonisation que nous pourrons nous passer de frontières intérieures à l'Europe.

En quoi ce nouveau traité permettrait-il de faire face à la crise des réfugiés ?

Je suis fermement opposé à la politique de quotas. C'est une erreur d'installer des « hot spots » [centres de traitement des demandes d'asile] à l'intérieur de l'Europe, car il est trop tard, les réfugiés ayant déjà traversé la Méditerranée. Ces hot spots doivent être installés au sud de la Méditerranée, et financés par l'Europe. Les dossiers des demandeurs d'asile y seront étudiés, et les pays qui n'accepteraient pas la présence de hot spots sur leur territoire pourraient se voir refuser des visas.

Si vous plaidez pour la présence de « hot spots » à l'extérieur de l'Europe, pourquoi condamnez-vous l'accord avec la Turquie ?

Ce n'est pas le fait d'avoir des « hot spots » en Turquie que je conteste dans l'accord avec ce pays, c'est la suppression des visas, irresponsable dans le climat sécuritaire actuel, et la relance des négociations d'adhésion, incompréhensible, compte tenu de l'évolution du pouvoir turc sur les libertés publiques.

Que faire pour renforcer la zone euro, et plus largement l'Union européenne à 28 membres ?

La France et l'Allemagne doivent assurer le leadership de la zone euro. Il faut un vrai gouvernement économique, avec notamment la création d'un secrétaire général qui soit un véritable directeur du trésor européen, pour favoriser la coordination des politiques économiques des Etats membres de la zone euro. Il faut également que le mécanisme de stabilité monétaire (MES), que nous avons créé avec Mme Merkel au moment de la crise financière, devienne un Fonds monétaire européen. Par ailleurs, je ne comprends pas que le FMI soit toujours présent dans la zone euro. En ce qui concerne l'Union européenne à 28, elle s'occupe de trop de domaines, doit se concentrer sur le fonctionnement du marché intérieur et une dizaine de politiques prioritaires (agriculture, énergie, commerce...). Tout le reste doit être rendu à la souveraineté des Etats.

La convergence économique entre la France et l'Allemagne est-elle possible, alors que la première compte près de 100 % de dettes par rapport à son PIB, et la seconde, 60 % ?

Il ne peut pas y avoir de zone euro sans une plus grande harmonisation des politiques économiques, fiscales et budgétaires. Mais l'harmonisation ne veut pas dire que nous devons tous avoir les mêmes taux de dettes, cela veut dire que nous devons aller tous dans la même direction. Le problème principal de l'économie française, derrière notre niveau de dette et de déficit, c'est avant tout notre niveau de dépenses publiques, à 57,5 % de notre PIB. Il faut prioritairement diminuer le poids de nos dépenses – je propose de les baisser de 100 milliards d'euros lors du prochain quinquennat – car s'attaquer à la dette sans réduire les dépenses n'aurait aucun sens.

Vous engagez-vous à respecter les règles européennes, qui prévoient 3 % de déficit ?

La France ne peut pas s'exonérer des règles qu'elle a elle-même votées. Mais il faut faire attention à la manière dont on respecte les 3 %. S'il s'agit de réduire les déficits en augmentant les impôts, il en est hors de question, le remède serait pire

que le mal. Ce qui compte, ce sont les réformes que l'on met en place pour réduire les dépenses publiques.

Approuvez-vous l'idée d'un référendum sur l'Europe, avancée par Bruno Le Maire ?

Le référendum est un instrument particulièrement utile pour s'assurer de l'accord du peuple souverain. Mais la question doit être binaire, afin que l'on puisse y répondre par oui ou par non. Ainsi la monnaie unique à la place du franc, ainsi le service militaire supprimé ou conservé. En revanche, je ne crois pas que le référendum soit la meilleure façon de répondre à des questions si complexes portant sur la refondation de l'Europe, qui sont de la compétence de la représentation parlementaire. Le traité que je propose est très ambitieux et permettra de réconcilier les peuples avec l'idée européenne. Pour le reste, les procédures juridiques sont secondaires, mais toutes nécessiteront de passer au moins par un traité ratifié par les Parlements nationaux. Le contenu est plus important que le contenant. Il faut d'abord être fort sur le fond. M. Le Maire dit qu'on a rompu avec les citoyens, en faisant ratifier le traité de Lisbonne par les Parlements en 2008... Il a dû oublier que, lors de la campagne présidentielle de 2007, j'avais précisément annoncé que je ne ferais pas de référendum. Ce n'est donc pas au moment du traité de Lisbonne que l'Europe a rompu le lien avec les peuples, j'en veux pour preuve que lors des élections européennes de 2009, jamais le Front national n'a été aussi bas.

Le traité de Lisbonne a tout de même contribué à mettre de la distance entre les citoyens et l'Europe, après le « non » exprimé par la France en 2005...

Le « non » en 2005 agrégeait des refus disparates. Par exemple, le refus d'inscrire dans la Constitution que l'Europe a des racines chrétiennes l'a alimenté. Un certain nombre de Français ont vu dans ce refus une contestation de notre identité nationale et européenne. Les déclarations de M. Moscovici de ce point de vue sont irresponsables, parce que contester les racines chrétiennes de l'Europe, c'est jeter de l'huile brûlante sur un débat qui n'en a pas besoin.

Que dites-vous aux électeurs de Marine Le Pen qui partagent ses idées sur l'Europe ?

« Ne jetez pas l'Europe avec l'eau du bain ! » L'Europe est un acquis et une chance. Certes, l'Europe actuelle n'est pas celle que nous voulons ; c'est bien pourquoi il faut la refonder. Pour ma part, européen je suis, européen je reste. Je vais vous faire une confidence : assurer la présidence de l'Union européenne fut peut-être l'un des moments les plus forts de ma vie politique !

« Je ferai une campagne résolument pro-européenne », promet Alain Juppé. Diriez-vous la même chose ?

Je ne sais pas ce que ça veut dire, une campagne « pro-européenne ». Si c'est pour rester assis sur sa chaise et crier « Europe ! Europe ! Europe ! », ne comptez pas sur moi. Ce qui compte, c'est de mettre du contenu et du concret. C'est bien ce que j'essaye de faire.

Sous la pression du FN et d'une partie de la droite, le maire de Verdun a annulé le concert de Black M prévu le 29 mai pour le centenaire de la bataille. A-t-il eu raison de céder ?

Il y a beaucoup de Français qui ne votent pas FN et qui ont été profondément choqués qu'on invite, à une commémoration nationale, un chanteur qui a insulté la France dans ses textes, et tenu des propos homophobes et antisémites, même s'il s'en est excusé. Je suis contre la censure, mais je demande un peu de réflexion : à l'évidence, ce n'était pas une bonne idée que d'inviter un chanteur pouvant prêter à polémique pour une telle commémoration, qui doit être un moment solennel de rassemblement, de dignité et de recueillement.

François Hollande a-t-il perdu l'élection présidentielle ?

La vie politique n'est faite que de surprises et de redressements spectaculaires. Bien malin celui qui peut dire comment les choses vont se passer. Un peu d'humilité ne messied pas en la matière. Cela vaut pour les acteurs comme pour les commentateurs.

La mobilisation contre la loi travail se poursuit cette semaine. Appelez-vous les Français à manifester contre le gouvernement ?

Je n'encourage pas Nuit debout, ça c'est sûr. Ce n'est pas la loi El Khomri qui est en cause : elle dit si peu de choses... Ce qui est en cause, c'est le mensonge originel de 2012 : à quel moment M. Hollande a-t-il dit à ses électeurs, aux parlementaires et aux syndicats qui le soutenaient, qu'il modifierait le code du travail ? Jamais. Tout le problème est là : dans le sentiment justifié qu'ont tant d'électeurs d'avoir été trompés.